

**X) Suite 24 (1)** □

Extrait de l'article « Le Traité de Kiev sur la sécurité ou la constitution sous l'égide de l'OTAN et de l'UE d'une alliance militaire contre la Russie » :

« à la différence des deux guerres mondiales précédentes, il s'agit actuellement d'une guerre globale entre l'Occident et l'axe russo-chinois, et non d'une guerre mondiale. En effet les guerres mondiales étaient des guerres d'États pour recouvrer ou agrandir leur souveraineté et leur puissance, alors que cette guerre globale est une guerre dirigée par des instances de gouvernance globale contre la souveraineté et la puissance étatique. Ce n'est donc pas une guerre d'États, mais une guerre contre l'État, puisqu'elle dévore autant les structures étatiques qu'elle les instrumentalise. Ensuite, à la différence des deux dernières guerres mondiales, cette fois-ci, il y a une tentative de limiter le champ de bataille principal à l'Ukraine, et dans la mesure du possible de l'étendre à la Russie. Il existe bien des sursauts dans le Haut-Karabakh ou à Taïwan, mais la logique est quelque peu différente, même si affairante. Le manque objectif d'alliés militaires de la Russie est ici utilisé par l'OTAN, pour impliquer les pays membres à travers une sorte de Traité de Kiev, doutant de la capacité militaire de la Russie de mener un combat sur un front aussi large et surtout de sa volonté politique. »

Un décret paru dans le Journal officiel acte la suppression du corps diplomatique français. Les hauts fonctionnaires des affaires étrangères vont entrer dans un vivier commun d'administrateurs de l'Etat. Ils auront vocation à passer d'un ministère à un autre tout au long de leur carrière. En supprimant le corps diplomatique, Macron assène le coup de grâce à la géopolitique française. Macron liquide le deuxième réseau diplomatique mondial (publics) et confiera probablement certains dossiers internationaux à McKinsey (au privé) ou la coopération à des start-ups caritatives. Au ministère des affaires étrangères, l'ultime baroud d'honneur a débuté en octobre, mais possiblement pour des motifs plus terre à terre. Deux corps assez privilégiés, piliers de la diplomatie française, sont dans le collimateur : celui des conseillers des affaires étrangères et celui des ministres plénipotentiaires, « mis en extinction » à partir de 2023. Les hauts fonctionnaires rejoindront un nouveau « corps des administrateurs de l'Etat », où seront rassemblés les cadres jusqu'ici formés par l'Ecole nationale d'administration (ENA), elle-même remplacée par l'Institut national de la fonction publique depuis janvier 2022. Avec, potentiellement, un noyautage croissant de l'Etat par des élites pro-américaines, soit qu'elles aient été formées dans leur cursus aux Etats-Unis, soit qu'elles aient été cooptées par des think tanks et des réseaux comme les young global leaders ou Davos. Un tour de passe-passe, une vraie fausse réforme qui change tout pour ne rien changer, mais qui atteint sans doute son véritable but : privatiser toujours plus la nation et liquider pour les intérêts de Washington ce qui reste d'influence à l'un de cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU. Le Quai d'Orsay rentre à son tour de plain-pied dans la gouvernance post-démocratique.

« Une partie de l'extrême gauche a compris que le conspirationnisme est la nouvelle intelligence politique. Ils ont fini par se rendre à l'évidence que ce que le Système interdit est la bonne voie, mais ils y ont mis le temps. Voici que l'extrême gauche française, incarnée non par le ridicule Besancenot, mais par Julien Coupat et ses amis, admet le conspirationnisme, au sens que lui donne le Système, c'est-à-dire la pensée politique interdite, la pensée politique profonde, celle qui s'enfonce au cœur du Système pour le comprendre et en dévoiler la stratégie. Une pensée 3D que le journal l'Express, logiquement, en bon chien de garde,

dénonce.

Ça leur prête peut-être à sourire, mais en vérité, ça les inquiète, parce que la gauche, en 40 ans, avait été dévitalisée et transformée en gauchisme, cette manière d'être contre le Système en apparence, tout en étant pour au fond. C'est ce qui a piégé des millions d'électeurs des classes populaires, et aussi de la classe moyenne, qui se réveillent aujourd'hui, parce qu'ils sont en train de tout perdre : et leurs leaders, et leurs partis, et leurs syndicats, bref, leurs défenseurs ; et leur niveau de vie accessoirement. Le peuple est orphelin, et c'est sa chance historique, celle de se créer de nouveaux leaders, de nouvelles organisations. Le constat que font Coupat et ses amis, nous l'avons fait dès le début de l'épidémie de psychose, parce qu'il s'agissait de cela. Avec une arrière-pensée de re-domination politique.

L'extrême gauche a quand même mis deux ans à se réveiller, abusée qu'elle a été par les agents du Système, rompus à toutes les stratégies d'étouffement et de récupération ; voir la fin gauchiste des Gilets jaunes. L'Express poursuit sa dénonciation en opposant au constat lucide les presque 6 millions de morts du covid. Et si on parlait des millions de morts du tabac ou de l'alcool dans le monde ? Ils sont 8 millions chaque année à mourir de la cigarette, mais le narratif ne suit pas, évidemment. Les morts, les malades, l'oligarchie ne s'en préoccupe pas. La preuve, la bande néolibérale qui a mis la main sur l'État, en pleine pandémie supposée, supprime lits et effectifs ! Mais non, il n'y a pas d'agenda voyons... L'extrême gauche, qui a été roulée dans la farine depuis la fin des années 70, et précisément par la rouerie d'un Mitterrand, qui s'en est attaché les services, pour mieux en faire la collaboratrice du virage néolibéral, c'est à la fois Besancenot, les antifas, et Julien Coupat. Il y a donc plusieurs pièces dans la maison du seigneur gauchiste, et elles ne se valent pas toutes. On met de côté Poutou, qui est un clown. Seule Nathalie Arthaud s'en sort, parce que la base conceptuelle léniniste tient la route, même si elle jure avec la France d'aujourd'hui. Une révolution bolchevique en 2022 est une option peu crédible. Mais si le capitalisme financier va trop loin... L'Express tente tant bien que mal de limiter la casse, mais la lucidité finit aussi par monter aux cerveaux des gauchistes, du moins de ceux qui sont encore en état de marche, parce que la réalité devient trop évidente ! Quant au contre-complotisme, il en est réduit à nier les évidences, nier le réel, ce qui est le plus sûr moyen de couler idéologiquement ; voir l'autodestruction de la gauche dite de gouvernement. Il ne reste alors plus que la force et la répression pour imposer ses idées malfaisantes. On peut donc écrire que le complotisme intelligent de la droite nationale, ou même d'E&R, a contaminé la partie la plus sérieuse de l'extrême gauche, celle qui réfléchit sans œillères, et elle est compatible, sur cette base d'accord, avec le populisme intellectuellement avancé, dont nous sommes. (Surtout que le complotisme intelligent est entièrement légitime selon la Bible, l'Evangile et le Coran puisque les complots ont souvent existé dans l'Histoire :

Bible (Psaume 41:7) « Tous mes ennemis (de David) chuchotent (complotent) entre eux contre moi; Ils pensent que mon malheur causera ma ruine »

Bible (Psaume 109:2) « Car ils (les impies) ouvrent contre moi (David) une bouche méchante et trompeuse, Ils me parlent avec une langue mensongère, » (Psaume 56:4-7) « Le Prophète-roi David dit : Je me glorifierai en Dieu, en sa parole; Je me confie en Dieu, je ne crains rien : Que peuvent me faire des hommes ? Sans cesse ils portent atteinte à mes droits, Ils n'ont à mon égard que de mauvaises pensées. Ils (les impies) complotent, ils épient, ils observent mes traces, Parce qu'ils en veulent à ma vie. C'est par l'iniquité qu'ils espèrent échapper (aux ordres de Dieu) »

(Evangile de Jésus Christ selon saint Matthieu, 26:3/4) « Alors les principaux sacrificateurs et

les anciens du peuple se réunirent dans la cour du souverain sacrificateur, appelé Caïphe ; et ils (ces impies) délibérèrent sur les moyens d'arrêter Jésus par ruse, et de le faire mourir. »

**(S3v54) « Et ils (les impies) se mirent à comploter. Allah a fait échouer leur complot. Et c'est Allah qui sait le mieux leur machination et qui est Le meilleur stratège ! »**

**(S6v123) « Ainsi, Nous avons placé dans chaque cité de grands criminels qui y ourdissent des complots. Mais ils ne complotent que contre eux-mêmes et ils n'en sont pas conscients. »**

Naturellement, la bande à Coupat n'adhérera pas à E&R, mais des programmes communs se profilent, dans une France dystopique, certes morcelée, et à dessein, mais qui se reconstitue, qui se ressoude face à l'adversité. C'est la réconciliation du national et du social. Et l'on voit se dessiner des passerelles entre les deux extrêmes, mais c'est encore une terminologie-Système. En vérité, les pensées avancées sont toujours extrêmes. » (La rédaction ER)

Extraits de l'interview « Pierre Chaillot (Décoder l'éco) : C'est à nous de forcer les dirigeants à obéir à nos valeurs et pas l'inverse » à l'adresse <https://lemediaen442.fr/pierre-chaillot-decoder-leco-cest-a-nous-de-forcer-les-dirigeants-a-obeir-a-nos-valeurs-et-pas-linverse/>

:

« Nous sommes dirigés (comme beaucoup de pays) par les sociaux-démocrates-néolibéraux alliés de la haute finance : les spécialistes de la stratégie du choc. Cette stratégie du choc a été utilisée par les élites avec ce coronavirus. Pour rappel, Naomi Klein a expliqué, dans son livre « La Stratégie du choc », comment des désastres (catastrophes naturelles, changements de régime, attentats) qui conduisent à des chocs psychologiques, permettent aux chantres du capitalisme d'appliquer la doctrine de l'école de Chicago de Milton Friedman. Ils imposent, à l'occasion de ces désastres, des réformes économiques que Naomi Klein qualifie d'ultra-libérales, telles que la privatisation de l'énergie ou de la Sécurité sociale. Tout ceci profitant à la ploutocratie d'une minorité d'ultra-riches, au détriment de la quasi-totalité de la population.

Cette stratégie du choc a permis que l'exécutif prenne officiellement tous les pouvoirs avec l'état d'urgence (histoire d'arrêter de faire semblant d'avoir un Parlement et un Sénat). Le Conseil scientifique a reçu directement ses ordres d'un cabinet américain privé qui travaille pour Big Pharma (et qui a rendu riche notre président). Ce même cabinet paye le fils du président du Conseil d'État et celui de la présidente de la Commission européenne (dont le mari travaille aussi pour Big Pharma). La seule manière d'attaquer l'état d'urgence sanitaire était devant le Conseil d'État, mais il a tout débouté sans même mettre les formes. Tout est verrouillé. Les décisions prises coûtent des milliards d'euros qui vont dans les poches de Big Pharma, du gouvernement ukrainien ou d'ailleurs. Cet argent vient de la dette qui permettra de justifier la plus grande crise austéritaire que nous n'avons jamais connue. Il faudra y ajouter un paramètre : tout cet argent créé va générer la plus grosse inflation que nous ayons connue, synonyme de difficulté économique. La vraie question est : jusqu'à quel point vont-ils faire pire ? Beaucoup de spécialistes (mais pas que) prédisent donc une inflation record, mais il reste la question épineuse du portefeuille. Bientôt le gouvernement va présenter la facture de la dette, puis virer les fonctionnaires, privatiser les services publics et les retraites (comme d'habitude en fait, mais plus fort).

La destruction covidienne systématique des économies et des schémas globaux de coopération économique, puis la guerre en Ukraine rebat les cartes. En suivent l'inflation, l'insécurité économique. Le marché tout-puissant a montré sa faiblesse : le Roi est nu et il est temps de l'accepter. Le marché ne peut empêcher ni les guerres, ni les catastrophes naturelles, ni le

fanatisme des dirigeants. Il était en soi surprenant de le croire que l'existence en commun d'intérêts économiques pouvait empêcher les conflits et les crises, mais c'est une autre question, celle des limites de la logique des marchands.

Paradoxalement, le délabrement de l'hôpital fait que l'hôpital est de plus en plus cher. Il faut regarder le coût de la santé supporté par nos impôts pour voir que ça coûte de plus en plus cher de soigner de moins en moins bien. La raison est simple. La tarification à l'acte n'a jamais eu pour but de faire que l'hôpital coûte moins cher. La tarification est construite de façon à rendre rentable certaines interventions et non rentables d'autres interventions. Elle pousse les hôpitaux à faire le tri dans les malades et les soins à proposer. Les médecins et directeurs d'hôpitaux sont très nombreux à le dénoncer. Beaucoup sont partis dégoûtés. Il y a dorénavant à la tête des grands hôpitaux français plus de financiers que de médecins. C'est la seule manière de s'adapter aux règles. Ces financiers se débrouillent pour mettre en place des services « rentables », autrement dit, « facturés très cher pour un minimum de coût, notamment un minimum de temps de soignants mobilisés ».

C'est la dérive inhumaine du capitalisme : supprimer l'humain pour ne garder que le capital. L'aboutissement de ça, c'est supprimer le soignant pour le remplacer par une machine qui fera une analyse de sang et prescrira des médicaments à partir d'un algorithme. C'est clairement le chemin que nous prenons au plus grand bonheur de ceux qui détiennent le capital : quelques ultra-riches financiers. Précisons que c'est aussi débile qu'inefficace. C'est un humain qui décide des règles qui régissent l'algorithme. Il sera aussi limité que la manière dont on l'aura implémenté. Il reproduira les mêmes erreurs que son créateur. Il sera probablement fondé sur les statistiques moyennes des humains, alors que nous sommes justement tous différents. Il sera évidemment conçu pour maximiser la rentrée d'argent de celui qui vend les médicaments prescrits. Il ne faut pas se faire d'illusion sur l'objectif des financiers.

Ce n'est donc pas un délabrement que nous vivons, mais bien la trajectoire d'un « projet » : la transformation des services publics en entreprises capitalistiques privées. Il s'agit bien de faire disparaître les médecins qui voient des patients, par des algorithmes qui gèrent des consultations à distance, et de ne garder au maximum que des « exécutants ». C'est ce que sont les médecins qui prescrivent des médicaments, opérations ou vaccins, sur la base de ce qui est demandé par le gouvernement plutôt que par ce qu'ils croient profondément bon pour le patient. Trop ont baissé leur garde ces dernières années en décidant d'appliquer des protocoles bien rémunérés et sans risques pour eux (pas pour le patient) plutôt que de prendre leurs responsabilités. Le métier est en train de basculer. Il y a exactement la même bascule du côté de l'enseignement et pour les mêmes raisons. On remplace les profs par des exécutants qui sont embauchés pour passer des vidéos ou des diaporamas du ministère, au lieu de mettre des moyens et d'ouvrir l'enseignement à des gens pour qui ce serait une passion. Ce n'est pas encore une majorité, mais c'est le but. Une fois ces services publics détruits, on pourra facilement les privatiser. Les transports publics, les services publics en général, les banques, les mutuelles ou l'énergie, c'est exactement la même chose aussi : automatiser, virer les humains et ne garder que des exécutants. »

Le libéralisme mondialiste arrive à son paroxysme avec le Covid et la globalisation forcée qu'il porte, il s'y suicide pour essayer de passer au post-modernisme mondialiste oligarchique, faute d'avoir une autre idéologie l'obligeant à ne pas tomber dans les excès que l'on observe déjà aujourd'hui. On peut revenir sur la petite recommandation de Bourguignon, qui devrait normalement démissionner rapidement : « Je n'irais pas jusqu'à l'obligation vaccinale mais je (le) demande. Il suffit de regarder un hall de gare ou un train bondé pour savoir qu'il faut se

protéger soi-même et les autres. C'est quasiment un devoir citoyen. » Que signifie cette étrange phrase ? Que les Français sont en mauvaise santé dans les gares ? Que la promiscuité des transports favorise la contamination ? Mais comment cette dame peut-elle voir que les gens se contaminent ? Et avant le covid, la promiscuité ne présentait-elle pas de problèmes ? La foule serait-elle l'ennemi de l'individu sain ? Le collectif serait-il mortifère ? Faut-il s'isoler pour survivre ? Quand on creuse un peu, on tombe inévitablement sur les principes néolibéraux de destruction du tout collectif, de toute défense immunitaire sociale, de toute solidarité humaine, exactement le programme d'Ayn Rand, la mère de l'individualisme libéral luciférien.

Nous aurions pu bâtir dans la difficulté de cette crise sanitaire une société plus solidaire, plus empathique et plus unie, mais le système a fait de cette période un modèle de division, de haine et d'individualisme, ce qui signifie qu'il en est bien à l'origine. Il est temps d'en tirer les conclusions et de reprendre le cours national, qui est la seule voie permettant le développement des hommes et des sociétés. Il faut renationaliser les élites. Il s'agit d'une guerre des nerfs non perdue d'avance entre le peuple et les oligarchies perverses. Mettre en lumière le pervers pouvoir profond occulte en le dénonçant fait partie de ce qu'il y a de pire pour lui et correspond donc à une des meilleures premières armes pour le vaincre.

« Avertissement à ceux qui participent à cette collaboration qu'ils pensent passive : Le principe de la dilution de la responsabilité se réfère à la tendance à diviser la responsabilité personnelle par le nombre de témoins présents. Vous contrôlez des pass sanitaires, pensez être dans votre bon droit, ne pas commettre de crime ? Attention ! L'histoire nous rappelle que les choses sont beaucoup plus compliquées. Violer des droits fondamentaux n'est pas sans risque, puisque le crime contre l'humanité est imprescriptible et vous poursuivra jusqu'à la fin de votre vie. Sachez que tout citoyen que vous êtes, vous n'êtes pas couvert parce que vous avez obéi à une loi ou à un ordre, la preuve étant que le statut des Juifs est l'ensemble des obligations et interdictions définies sous le régime de Vichy étaient 100 % légaux et pourtant il y a eu des poursuites. Ce que l'État vous dit de faire ne vous couvre en rien face à vos responsabilités. Il est même préférable, en ces temps où nous sentons tous cette odeur de soufre, d'imiter un Oskar Schindler plutôt que les collabos. Nous invitons tous les citoyens à documenter les refus au nom de la dictature sanitaire, prendre des photos, avoir des témoins, preuves écrites, noter les dates, les lieux, l'heure. Aux chirurgiens qui refusent d'opérer des patients non-vaccinés, aux médecins qui refusent de soigner, à la sécurité devant les hôpitaux qui interdit l'entrée, sachez que Macron ne sera pas là pour vous défendre. A bon entendeur ! » (Aldo Sterone)

A ce sujet voici l'hommage qu'a rendu le Général de l'armée française Christian Blanchont aux non-vaccinés :

« Ils sont là à vos côtés, ils semblent normaux, mais ce sont des super-héros, car les non-vaccinés incarnent sans aucun doute le meilleur de l'humanité. Même si j'étais entièrement vacciné, j'admirerais les non-vaccinés pour avoir résisté à la plus grande pression que j'aie jamais vue, y compris de la part de conjoints, de parents, d'enfants, d'amis, de collègues et de médecins. Les personnes qui ont été capables d'une telle personnalité, d'un tel courage et d'une telle capacité critique incarnent sans aucun doute le meilleur de l'humanité. On en retrouve partout, dans tous les âges, niveaux d'éducation, pays et opinions. Ils sont d'un genre particulier ; ce sont les soldats que toute armée de lumière souhaite avoir dans ses rangs. Ils sont les parents que tout enfant souhaite avoir et les enfants que tout parent rêve d'avoir. Ce sont des êtres au-dessus de la moyenne de leurs sociétés, ils sont l'essence des peuples qui ont construit toutes les cultures et conquis les horizons. Ils sont là, à vos côtés, ils semblent normaux, mais ce sont des super-héros. Ils ont fait ce que les autres ne pouvaient pas faire, ils

ont été l'arbre qui a résisté à l'ouragan des insultes, de la discrimination et de l'exclusion sociale. Et ils l'ont fait parce qu'ils pensaient être seuls, et croyaient être seuls. Exclues des tables de Noël de leurs familles, ils n'ont jamais rien vu d'aussi cruel. Ils ont perdu leur emploi, ils ont laissé leur carrière sombrer, ils n'avaient plus d'argent... mais ils s'en fichaient. Ils ont subi d'incommensurables discriminations, dénonciations, trahisons et humiliations... mais ils ont continué. Jamais auparavant dans l'humanité il n'y a eu un tel « casting », nous savons maintenant qui sont les résistants sur la planète Terre. Des femmes, des hommes, des vieux, des jeunes, des riches, des pauvres, de toutes races et de toutes religions, des non vaccinés, les élus de l'arche invisible, les seuls qui ont réussi à résister quand tout s'est effondré. C'est vous, vous avez passé un test inimaginable que beaucoup de marines, commandos, bérêts verts, astronautes et génies les plus coriaces n'ont pu surmonter. Vous êtes fait de l'étoffe des plus grands qui aient jamais vécu, ces héros nés parmi les hommes ordinaires qui brillent dans l'obscurité. »

Pour faire soutenir l'insoutenable à une population, le système lui fait croire que c'est pour éviter quelque chose de plus insoutenable.

En parlant de manipulation des masses, il est bon de rappeler les principes de Chomsky retrouvés dans un thread, avant que le linguiste ne verse dans le délire mondialiste :

- 1) Détourner l'attention du public vers des sujets non pertinents. Les submerger d'information pour garder leur esprit occupé.
  - 2) Les gouvernants présentent les choses aux citoyens comme un problème exigeant une solution externe. Ils proposent eux-mêmes la solution. Il s'agit de l'une des stratégies de manipulation de masse destinée à prendre des décisions impopulaires.
  - 3) La gradualité est une autre stratégie de manipulation de masse destinée à introduire progressivement des mesures que les personnes n'accepteraient généralement pas. Elle consiste à les appliquer peu à peu, de manière à les rendre pratiquement imperceptibles.
  - 4) Différer. Cette stratégie consiste à faire croire aux citoyens que si une mesure paraît temporairement préjudiciable, elle peut apporter de grands bénéfices à l'ensemble de la société à l'avenir. L'objectif est que les personnes s'habituent à la mesure et ne la rejettent pas.
  - 5) Infantilisation. Les gouvernants utilisent des gestes, des mots et des attitudes paternalistes, conciliants et imprégnés d'une grande naïveté. L'objectif est de surmonter les résistances des individus pour neutraliser le sens critique de la population.
  - 6) Recourir aux émotions. L'objectif est de bâillonner l'esprit critique des individus en générant des émotions. Le but est de créer une sorte de « court-circuit » avec la part la plus rationnelle de l'individu.
  - 7) Créer des publics ignorants. L'ignorance signifie ne pas donner aux personnes les outils nécessaires pour qu'elles puissent analyser la réalité par elles-mêmes. Leur présenter des données anecdotiques, mais ne pas les laisser connaître les structures internes des faits.
  - 8) Promouvoir des publics complaisants. La plupart des tendances ne sont pas créées spontanément. Elles sont presque toujours induites et promues à partir d'un centre de pouvoir qui exerce son influence pour créer des vagues massives de goûts, d'intérêts ou d'opinions.
  - 9) Renforcement de l'auto-culpabilité. Faire croire aux individus qu'ils sont seuls responsables des problèmes dont le gouvernement est la cause. Ils sont dès lors amenés à croire que l'environnement est parfait et que si une défaillance se produit, elle est de leur responsabilité.
- Toutes ces stratégies de manipulation de masse visent à maintenir le monde comme il convient aux plus puissants, dont donc en bloquant la capacité critique et l'autonomie de la plupart des personnes. On peut se laisser manipuler passivement, ou offrir une résistance autant que faire

se peut comme les russes et le chinois.

« Après être devenue une organisation sponsorisée par des multinationales sous Kofi Annan, l'ONU s'est transformée en une annexe du département d'État sous Ban Ki-moon et António Guterres. La Russie et la Chine sont conscientes, comme tous les autres États, du fait que l'ONU ne remplit plus du tout sa fonction. Au contraire, l'Organisation aggrave les tensions et participe à des guerres (tout au moins en Syrie et dans la Corne de l'Afrique). Aussi Moscou et Beijing développent-ils d'autres institutions. Ainsi, les États-Unis et le Royaume-Uni, puis l'Union européenne et le Japon ont pris des mesures économiques très dures contre la Russie. Ils n'ont pas osé dire que c'était une guerre visant à maintenir leur autorité sur le monde et les ont donc désignées sous le vocable de « sanctions », bien qu'il n'y ait pas eu de tribunal, de plaidoirie de la défense, ni de sentence. Bien sûr, il s'agit de sanctions illégales car décidées hors des instances des Nations unies. Mais les Occidentaux, qui se prétendent les défenseurs de « règles internationales », n'ont que faire du droit international. Bien sûr, le droit de veto des cinq membres permanents du Conseil empêche que l'on prenne des sanctions contre l'un d'entre eux, mais c'est précisément parce que le but de l'ONU n'est pas de se conformer à l'idéologie anglo-saxonne, mais de préserver la paix mondiale. Or non seulement le refus occidental du gaz russe a fait monter les prix au profit du premier exportateur, la Russie, mais cette entorse au discours libéral (reflétant le Grand Reset) a effrayé les autres États qui, pour se rassurer, se sont tournés vers Moscou. La Chine, elle, que les Occidentaux présentent comme un vendeur de camelote, fait tomber ses proies dans une spirale d'endettement, et vient même d'annuler la plupart des dettes à son égard de 13 États africains. Dans les faits, l'Organisation de Coopération de Shanghai incarne déjà les principes de Bandung, fondés sur la souveraineté des États et la négociation, face à ceux des Occidentaux, fondés sur la conformité à l'idéologie anglo-saxonne (amenant au grand reset davossien par la soumission d'une grande partie des peuples). » (Extraits de l'article « Le conflit en Ukraine précipite la fin de la domination occidentale » à l'adresse <https://www.egaliteetreconciliation.fr/Le-conflit-en-Ukraine-precipite-la-fin-de-la-domination-occidentale-69396.html>

)

En perspective de ce grand reset, l'oligarchie mondialiste, qui a des représentants bien accrochés au pouvoir chez nous, essaye d'autant plus de nous d'imposer des choses dont on n'a pas envie, et qui détruisent notre quotidien : la peur du climat, une immigration massive qui défigure la France et sa culture, une confusion des genres pour créer une confusion mentale chez les jeunes, des doses de produits dangereux déguisés en vaccins qui font perdre notre intégrité à la fois immunitaire et sociale ; on le voit, les attaques pleuvent de partout. Et on ne parle même pas du terrorisme islamique qui surgit des « failles » du renseignement et du terrorisme climatique provenant de certains scientifiques. Tout cela afin que les nations tendent vers le supranational dont à travers des organisations comme l'ONU, l'Union Européenne, la BCE, l'OTAN, la BRI, le FMI, le Forum de Davos, la COP, les GAFAM, l'OMS, surtout que par exemple il y a bien longtemps que la BRI et l'OTAN auraient pu arrêter leur utilité, mais pour préserver leur structure, elles trouvèrent des stratagèmes afin de continuer à se faire financer. L'obsession messianique d'une certaine élite perçoit les pandémies, les guerres et les révolutions comme des occasions d'opérer un saut qualitatif vers le gouvernement mondial. C'est pourquoi augmenter les taux à ce stade précaire ferait s'effondrer le fragile système financier américain et mondial, ouvrant la voie à une crise où les citoyens pourraient demander une aide d'urgence sous la forme de monnaie numérique et d'une Grande Réinitialisation (Grand Reset). Il convient de noter que tous les krachs boursiers majeurs aux États-Unis depuis

octobre 1929, y compris ceux de 2007-2008, ont été le résultat d'actions délibérées de la Fed, déguisées sous le prétexte de « contenir l'inflation ». Cette fois, les dégâts pourraient être considérables. En septembre, l'Institute of International Finance, basé à Washington, a estimé que les niveaux d'endettement mondiaux, qui comprennent la dette des gouvernements, des ménages, des entreprises et des banques, ont augmenté de 4800 milliards de dollars pour atteindre 296 000 milliards de dollars à la fin du mois de juin, soit 36 000 milliards de dollars de plus qu'avant la pandémie. Sur ce total, 92 000 milliards de dollars sont dus par des marchés émergents tels que la Turquie, la Chine, l'Inde et le Pakistan. La hausse des taux d'intérêt déclenchera des crises de défaut de paiement dans le monde entier, les emprunteurs étant incapables de rembourser. Cette situation a été délibérément créée par les banques centrales, la Fed en tête, depuis la crise de 2008 dont en poussant les taux d'intérêt à zéro et même au négatif. Car chacun de ces événements « apocalyptiques » sera l'occasion et le prétexte de tenter d'imposer aux peuples de l'Occident et de sa périphérie une gouvernance dite mondiale, oligarchique, tyrannique, sanitaire, numérique, collectiviste et policière.

Or ce pseudo socialisme à outrance par le libéralisme, aboutissant au communisme dévoyé détenu par une poignée de technocrates ultra riches comme en union soviétique, est la doctrine antisociale qui tend et aboutit à faire de l'État le maître absolu de toutes choses, c'est-à-dire des personnes et des biens, des corps et des âmes. Ainsi l'Antéchrist se présentant comme l'apôtre et le chef de cette œuvre de fausse et détestable charité sociale, comme le propagateur et le soutien de ce plan de fraternité cosmopolite et démoniaque, il deviendra la personnification parfaite de ce régime, dont la réalisation sera complète sous son sceptre en particulier par la centralisation massive de l'économie, l'oppression du système bancaire et l'inflation monétaire. « La grande distribution prévoit une augmentation des prix dans l'alimentaire, annonce Le Figaro. Michel-Edouard Leclerc, président du groupe d'hypermarchés du même nom a d'ailleurs précisé « une sacrée hausse de prix ». Il ne faut pas s'en étonner. Ceci était prévu par une des rares théories économiques qui fonctionnent : l'effet Cantillon. Richard Cantillon (1680-1734) est un financier et économiste d'origine irlandaise qui a fait fortune en France en anticipant l'effondrement du système de John Law (l'inventeur de la monnaie-papier). Il se penche sur la grande inflation du 16e siècle, provoquée par l'afflux d'or provenant de la conquête du Nouveau Monde. Il explique, et c'est tout l'intérêt de son analyse, que l'augmentation des prix ne s'est pas faite de façon uniforme, mais par vagues. L'afflux d'or, considérable pour l'époque, revient au roi d'Espagne Philippe II, qui le dépense essentiellement en armement, notamment pour construire l'« Invincible Armada », censée tenir tête à la marine anglaise. Cet afflux de commandes provoque une hausse des prix dans le secteur de l'armement, donc une augmentation de la richesse des fabricants, puis, à un niveau moindre, chez les fournisseurs (bois, fer), et ainsi de suite en décroissant jusqu'au secteur agricole, en bas de l'échelle. Le paysan qui veut acheter des planches et des clous pour réparer sa charrette constate une hausse des prix, sans qu'il ait pu augmenter les siens. Il est donc perdant. Lorsque les prix agricoles finissent par augmenter, la hausse reprend de plus belle dans l'armement et dans les autres secteurs, suite à l'arrivée continue de métaux précieux. La structure des prix est ainsi continuellement déformée au profit de ceux qui sont proches de l'or et au détriment de ceux qui en sont éloignés. La richesse des premiers augmente quand celle des derniers régresse. C'est l'effet Cantillon. Quel rapport avec ce qui se passe aujourd'hui ? Nous constatons le même phénomène. Cette fois, la source de richesse ne provient pas de l'or des Incas, mais des banques centrales. Aux États-Unis, au Japon et en Europe, elles ont décidé, depuis la crise de 2008, d'abaisser leurs taux directeurs à environ 0 % et de faire une politique «

d'assouplissement quantitatif » (Quantitative easing) consistant à acquérir d'importantes quantités d'obligations d'État pour faciliter le financement du déficit budgétaire, dont le volume a explosé avec la crise du Covid. Ce déluge de monnaie profite aux banques et au secteur financier en général (sa taille par rapport au PIB ne cesse de croître), à ses investissements (actions, obligations) et aux secteurs financés par les banques (immobilier). L'inflation est présente depuis longtemps dans les actifs (immobilier, actions), mais désormais, la dernière vague de l'effet Cantillon arrive avec la hausse des prix des biens de consommation courante (énergie, alimentation, biens durables). Les producteurs de matières premières (un actif qui est vendu en permanence, contrairement à l'immobilier et aux actions qui sont un placement), craignant une perte de pouvoir d'achat lorsqu'ils voient la planche à billets des banques centrales, décident d'augmenter leurs prix, et l'inflation se généralise. L'inflation n'est pas uniforme, elle fonctionne par vagues, c'est l'enseignement de Richard Cantillon. Cela implique une déformation de la structure des prix. Cette déformation ne dépend pas des conditions réelles mais d'un phénomène monétaire. Les informations transmises par les prix sont donc erronées, ce qui génère des mini-bulles (prix du gaz), des pénuries (semi-conducteurs), tout un tas de dysfonctionnements délétères pour l'économie. « L'inflation est transitoire » affirment les banques centrales, mais il n'y a rien de plus faux étant donné qu'elles alimentent cet afflux monétaire avec leur planche à billets ! Elles sont le problème. Nous n'en avons pas fini avec l'inflation et les dégâts qu'elle provoque dont la centralisation massive de l'économie aux mains d'une poignée d'ultra riches et de technocrates. » (Philippe Herlin)

Dans un article rédigé par Charles Abi Nader, Al-Mayadeen s'est penché sur la crise en Ukraine et la tension sur l'île de Taïwan et a écrit que l'influence des Etats-Unis s'est sérieusement affaiblie et que le monde unipolaire n'existe plus. En effet l'affaire ukrainienne est très sensible pour Washington, car la perte de l'Ukraine ou la perte d'un régime pro-US en Ukraine est humiliante. Mais ce qui est plus important, c'est de savoir quelle sera la position de l'Amérique après cette perte, et après que la guerre en Ukraine s'arrête dans l'intérêt de la Russie, bien sûr. Cette seule question, suffit à ébranler tous les fondements de l'établissement de l'OTAN, qui a longtemps été le levier majeur pour asseoir l'influence américaine en Europe et dans le monde aussi, notamment avec l'énorme soutien direct et indirect que l'Ukraine a obtenu pour affronter les Russes. Dans cet article, Charles Abi Nader évoque la situation qui régit à Taïwan et l'affrontement entre les USA et la Chine et écrit :

« C'est en Europe de l'Est, où l'empire américano-sioniste s'efforcent en vain d'éviter de boire cette coupe amère (d'effondrement), mais qu'en est-il de la situation en Asie de l'Est et dans le Pacifique du Nord-Est, plus précisément à Taïwan et en mer de Chine méridionale ? Il ne semble pas que la situation des Américains dans cette région soit meilleure qu'en Ukraine et en Europe de l'Est, et selon l'introduction de la troisième édition du « Livre blanc », la Chine a entamé le processus de restitution de Taïwan, processus qui ne semble pas être long. Et donc, dans un geste sans précédent, la Chine a commencé ses manœuvres autour de l'île de Taïwan et du détroit de Taïwan, et en contrepartie, les Etats-Unis ont ramené leur seul porte-avions, « l'USS Ronald Reagan » à des centaines de kilomètres, loin du lieu de la manœuvre chinoise. Il convient de noter que selon les quatre rapports stratégiques annuels de sécurité nationale américaine, l'essentiel du budget de la défense US est consacré à l'Asie de l'Est et à la Chine, et malgré cela, nous assistons à cette position de faiblesse des Etats-Unis, qui montre l'affaiblissement de l'influence américaine dans cette région. Et sans aucun doute, si nous jetons un coup d'œil à la position chancelante des Etats-Unis en Ukraine, nous concluons que le système unipolaire, qui était occupé par l'Amérique, commence à être ébranlé aujourd'hui, et

qu'elle est sur la voie du déclin et qu'elle n'est plus la superpuissance d'antan. Le déclin des Etats-Unis, qui fait référence au déclin de la puissance géopolitique, militaire, économique, financière, sociale et culturelle de l'Amérique, est une question qui a été prédite et soulignée par les scientifiques et les penseurs aux Etats-Unis et dans d'autres parties du monde. »

La suite possible du scénario politique mondial pourrait aussi être fortement liée au fait que la Bank of America a déclenché une tempête de réactions dans les camps des partisans et des opposants au changement climatique, lorsqu'elle a publié l'un de ses énormes tomes de « Recherche thématique » c'est à dire en étant une des premières banques à quantifier le coût de la plus grande remise en question économique, écologique et sociale de l'histoire moderne. En résumé, pas moins de 150 000 milliards de dollars de nouveaux investissements en capital seraient nécessaires pour atteindre un monde « zéro carbone » sur 30 ans (ce qui équivaut à 5 000 milliards de dollars d'investissements annuels) c'est-à-dire deux fois le PIB mondial actuel qui est de 75 000 milliards. Il va sans dire que le secteur privé est loin de disposer du capital nécessaire pour réaliser cet investissement. C'est pourquoi la Bank of America (BofA) estime généreusement qu'une très grande partie de la facture devra être payée par les banques centrales sous la forme de dizaines de milliards de dollars d'assouplissement quantitatif. Et comme l'assouplissement quantitatif est essentiellement une monétisation de la dette, et que 150 000 milliards de dollars de nouvelles dettes auraient des conséquences dévastatrices sur l'économie, la BofA a eu l'amabilité de partager ses calculs sur l'ampleur de l'inflation que provoquerait ce projet de milliardaires : le scénario de « monétisation totale », dans lequel les banques centrales injecteraient 5 000 milliards de dollars de liquidités chaque année via un assouplissement quantitatif durant 30 ans, entraînerait une inflation supplémentaire de 3 % pendant une bonne décennie. Il s'agirait d'une inflation s'ajoutant à celle déjà en cours. À ce stade, la sonnette d'alarme devrait être tirée, même par les progressistes les plus écervelés, car malgré tous les avantages vantés, les coûts commencent à apparaître et (au moins pour les deux ou trois prochaines générations) ils seront absolument écrasants pour la classe moyenne, tout en permettant aux 1 % les plus riches de piller et de saccager pratiquement tous les actifs du monde par la grosse inflation annuelle de 3 % liée à ce projet, si il n'y a pas des révolutions populaires avant. Pensez-y comme au plus grand vol mandaté de l'histoire du monde, et vous comprendrez soudain pourquoi tous les milliardaires en jet privé soutiennent si bruyamment un monde « zéro carbone » qui n'est même pas sûr d'atténuer le problème et encore moins de réussir.

Alors que l'idée que les émissions anthropiques de dioxyde de carbone provoqueront un réchauffement catastrophique de la planète n'est même pas une théorie, car c'est une hypothèse comme le fut la fausse hypothèse du trou dans la couche d'ozone causé par les molécules CFC, car tout ce qui a été observé jusqu'à présent, ce sont seulement quelques fluctuations climatiques et une légère augmentation de la température moyenne de la planète depuis la toute fin de l'ère préindustrielle. Surtout que des réchauffements temporaires d'un ordre de grandeur similaire se sont produits pendant l'ère préindustrielle elle-même. Pour être promue au rang de théorie, cette hypothèse doit être confirmée par l'observation. C'est assez délicat, car même si un réchauffement planétaire catastrophique devait être observé pendant la durée de vie plutôt courte de la civilisation humaine, il faudrait encore prouver, d'une manière ou d'une autre, que les émissions anthropiques de dioxyde de carbone en sont la cause principale. Cela semble être une très mauvaise idée de dépenser des milliers de milliards de dollars de fonds publics pour une hypothèse non vérifiée. Mais la suite possible de la politique mondiale pourrait aussi se voir à travers le biais de l'initiative B3W. C'est à dire que le G7

propose d'investir 40 000 milliards de dollars dans les infrastructures des pays en développement d'ici 2035 pour empêcher une nouvelle influence chinoise sur la scène mondiale. En effet les dirigeants du G7 veulent s'affirmer face aux défis posés par la Chine par le lancement d'un vaste plan mondial d'infrastructures pour les pays en développement. Pendant ce temps, le ministère chinois des Affaires étrangères a critiqué les informations sur un futur plan américain d'infrastructures pour contrer l'initiative chinoise d'« Une ceinture, une route (nouvelles routes de la soie) ». En réaction à de telles mesures, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin, a déclaré lors d'une conférence de presse, qu'il y avait suffisamment de potentiel pour une coopération mondiale sur la question et que fondamentalement, il n'y avait rien de tel que de rivaliser ou de remplacer une initiative par une autre. Il a déclaré que l'initiative chinoise « Une ceinture, une route » s'était considérablement développée au cours des huit dernières années et était devenue l'un des plus grands cadres de coopération internationale. Lors d'un sommet du G7, le groupe a adopté l'initiative de CGI (Clean Green Initiative). Ce plan d'investissement massif dans les infrastructures vise à contrer l'initiative chinoise et à freiner l'influence mondiale croissante de Pékin. Bien que la portée exacte du CGI ne soit pas encore connue, il est susceptible de cibler le développement de l'infrastructure indopacifique avec le soutien des États-Unis, de l'Australie et du Japon, qui privilégie la transparence financière et la durabilité environnementale de chaque projet ainsi que son impact sur l'économie.

Le général Mark Milley, l'officier militaire le plus haut gradé des États-Unis, a récemment rendu publique une de ses révélations : le monde n'est plus unilatéral (hégémonie des États-Unis) ou bilatéral (comme c'était le cas lors de la guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique). Elle est désormais tripartite, avec trois grandes puissances engagées dans une « guerre tripolaire » : les États-Unis, la Russie et la Chine.